



## Étude de cas

**République centrafricaine** : *garantir l'accès aux moustiquaires imprégnées d'insecticide et leur utilisation malgré le Covid-19, l'insécurité et les difficultés des systèmes de santé*

**Principaux facteurs contribuant à maintenir l'accès aux moustiquaires imprégnées d'insecticide en République centrafricaine dans le contexte de la pandémie de Covid-19**

- Le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) a établi des relations solides avec les différents départements du ministère de la Santé et avec un réseau vaste et diversifié de partenaires. Avec le soutien du principal bénéficiaire du Fonds mondial, World Vision International, le PNLP coordonne les équipes de santé régionales et de district ainsi que les partenaires humanitaires et sanitaires nationaux et internationaux afin d'assurer le transport et la livraison de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans les établissements de santé, en particulier dans les zones difficiles d'accès. Cela lui permet de faire preuve de flexibilité face aux menaces d'insécurité émergentes, aux catastrophes naturelles et aux difficultés que rencontrent actuellement les systèmes de santé pour accroître et maintenir l'accès aux MII.

« Malgré le Covid-19 et de nombreux autres défis, la République centrafricaine continue de faire preuve de résilience. Des partenariats solides permettent au PNLP de coordonner les activités des équipes de santé régionales et de district, du groupe sectoriel Santé d'urgence et des nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) afin de poursuivre la réalisation des objectifs nationaux en matière de paludisme, notamment concernant la distribution de MII. »

Source : Dr Christophe Ndoua, directeur de la coordination, PNLP, République centrafricaine

### Réalisations

- **Malgré le Covid-19 et d'autres difficultés, le PNLP a accru la distribution de MII.** Entre janvier et juin 2020, la distribution de MII aux femmes enceintes et aux enfants de moins d'un an a augmenté de 49 % et 55 %, respectivement, par rapport à la même période en

2019<sup>1</sup>.

- Le PNLP est parvenu avec succès à **assurer la coordination et à travailler en collaboration avec un grand nombre d'organisations nationales et internationales partenaires** pour fournir des MII aux centres de santé afin qu'elles soient distribuées lors des consultations de routine pour les soins prénataux et la vaccination des enfants, en utilisant les ressources (notamment en matière de transport) de ces partenaires.
- La République centrafricaine a surmonté ses difficultés antérieures en matière d'établissement de rapports et a harmonisé les rapports en mettant en place un système de rapport combiné pour les différents partenaires qui reçoivent des MII. Ce processus de rapport unifié contribue à renforcer les données utilisées à l'appui de la prise de décisions, ainsi que le suivi des MII distribuées aux établissements de santé et à la population.
- Grâce à la combinaison de campagnes de distribution massive de MII, de la distribution de MII par le biais des services de santé de routine et de la distribution de MII dans les situations d'urgence, **la couverture des MII en République centrafricaine reste relativement élevée dans plusieurs régions**, en particulier dans les régions moins touchées par les conflits armés en cours<sup>2</sup>.

### Enseignements tirés et recommandations

- La coordination étroite des partenaires et le leadership du PNLP sont essentiels pour garantir la continuité des services en cas de déficit de financement ou de lacunes opérationnelles. Les contributions « en nature », telles que le transport des MII vers les districts et les établissements de santé, ont permis de distribuer des MII aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans dans certaines régions du pays.
- Garantir l'approvisionnement continu des stocks de MII par le biais des canaux habituels n'est pas possible sans disposer d'un financement suffisant pour assurer le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement et garantir ainsi un réapprovisionnement régulier et en temps voulu.
- La disponibilité constante de MII pour les femmes enceintes et les enfants recevant les vaccins de routine est cruciale pour maintenir la confiance des aidants dans le fait que lorsqu'ils sollicitent des services dans un établissement de santé, ils recevront une MII. Cet aspect est particulièrement important dans le contexte des difficultés d'accès aux établissements de santé dues à la fois à l'insécurité et à la crainte du Covid-19.

### Contexte

La République centrafricaine est un pays enclavé bordé par le Tchad, la République démocratique du Congo, le Congo, le Cameroun, le Soudan et le Soudan du Sud. Depuis 2012, les conflits armés en cours ont atteint des niveaux catastrophiques dans plusieurs régions du pays, déstabilisant les institutions gouvernementales, dont les systèmes de santé, et entraînant une mise en œuvre sous-optimale des programmes de santé en République centrafricaine.

Sur les 4,9 millions d'habitants que compte le pays, 2,8 millions (soit 57 %) devraient avoir besoin d'une aide humanitaire et d'une protection en 2021, environ 25 % ont été forcés de se déplacer à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins, et quelque 40 % des ménages sont

---

<sup>1</sup> World Vision International, courriel de Byicaza, O., 2 décembre 2020.

<sup>2</sup> République centrafricaine, ministère de la Santé et de la population (2017). Enquête nationale sur les indicateurs du paludisme—Mai 2016.

confrontés à une situation d'insécurité alimentaire aiguë, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)<sup>3</sup>. Bien qu'en 2019, le gouvernement ait signé avec les groupes armés l'*Accord politique pour la paix et la réconciliation*, reconnu au niveau international, les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire se poursuivent.

La République centrafricaine se classe au 188<sup>e</sup> rang (sur 189) selon l'Indice de développement humain<sup>4</sup> et, en 2018, plus de 70 % de sa population vivait en dessous du seuil de pauvreté international de 1,9 dollar É.U. par jour. Malgré cela, la croissance économique du pays dépasse, depuis 2015, la croissance moyenne des pays voisins membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale<sup>5</sup>.

L'infrastructure sanitaire de la République centrafricaine se compose de 1 008 établissements de santé publics et privés, dont 823 sont fonctionnels ou partiellement fonctionnels. Dans de nombreux cas, les équipements de santé ont été pillés. Les effectifs du personnel de santé sont extrêmement limités, avec seulement un médecin pour 24 769 personnes et un infirmier pour 20 457 personnes. Le pays a mis en place une approche axée sur la santé communautaire et dispose d'un agent de santé communautaire pour 1 643 personnes<sup>6</sup>.

L'espérance de vie moyenne en République centrafricaine n'est que de 53 ans ; le taux de mortalité maternelle est le deuxième plus élevé au monde ; une personne sur 25 âgée entre 15 et 49 ans vit avec le VIH ; et moins de la moitié des enfants sont vaccinés contre la poliomyélite, la diphtérie et le tétanos<sup>7</sup>.

Les efforts déployés par le ministère de la Santé et de la population pour fournir des services de santé aux communautés et fournir des soins dans les établissements de santé sont complétés par des ONG nationales et internationales, comme le montre l'image 1 ci-dessous.

---

<sup>3</sup> OCHA (2020). République centrafricaine. Consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2020, sur <https://www.unocha.org/car>

<sup>4</sup> <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking>

<sup>5</sup> Banque mondiale (2020). République centrafricaine – Vue d'ensemble. Consulté le 24 novembre 2020, sur <https://www.worldbank.org/en/country/centralafricanrepublic/overview>

<sup>6</sup> République centrafricaine, ministère de la Santé et de la population (2017). Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2018—2022 étendu à 2023.

<sup>7</sup> Organisation mondiale de la santé (OMS) (2018). *La République centrafricaine se prépare pour barrer la route à Ebola*. Communiqué de presse du 12 juin 2018 à l'occasion de la visite du Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, en République centrafricaine. Consulté le 24 novembre 2020, sur <https://www.afro.who.int/news/central-african-republic-prepares-ebola-response?country=906&name=Central%20African%20Republic>

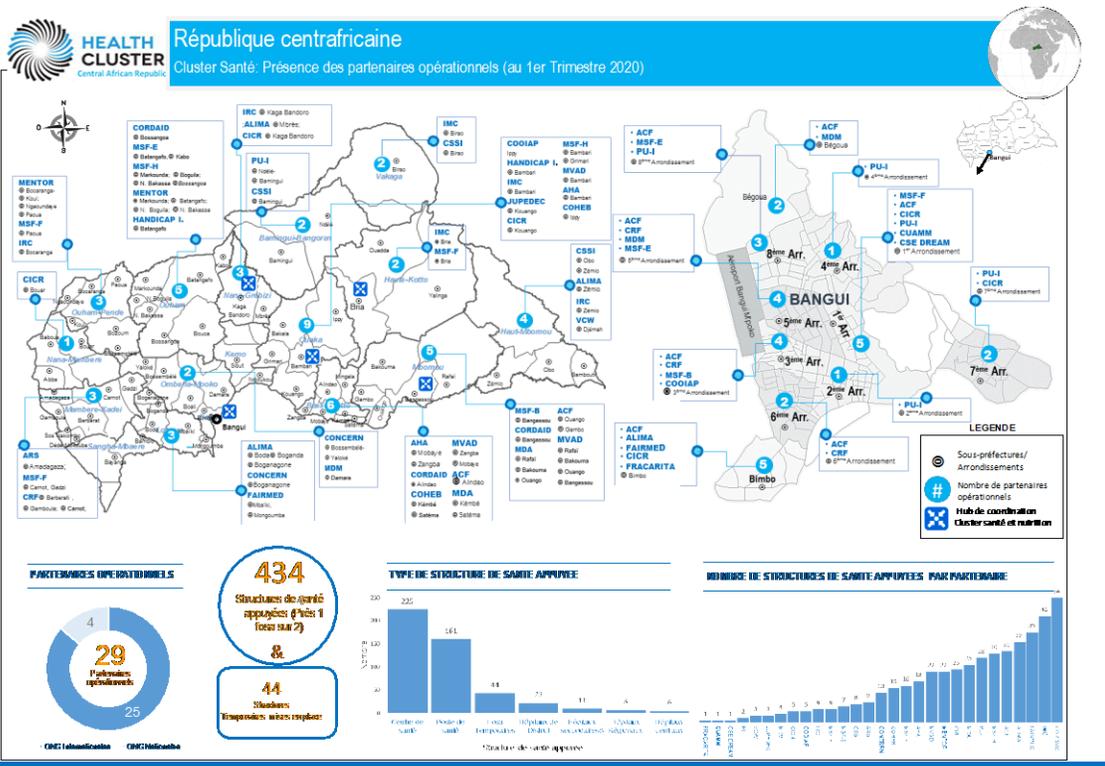


Image 1 : carte du groupe sectoriel Santé illustrant la présence des partenaires opérationnels en République centrafricaine (janvier 2020)

### Le paludisme en République centrafricaine

Le paludisme reste la première cause des consultations de santé en République centrafricaine. Si toutes les régions du pays sont touchées par le paludisme, la fourniture de services y relatifs dépend des conditions de sécurité et de l'accès à la région. La République centrafricaine a identifié des populations clés plus exposées au paludisme en raison de leur accès limité aux services, telles que les personnes déplacées et/ou vivant dans des zones caractérisées par une insécurité élevée, les Pygmées, les bergers nomades Fulanis, les mineurs, les enfants des rues et les populations vivant à plus de cinq kilomètres des structures de santé (35 % de la population) <sup>8</sup>.

Le PNL a fixé un objectif clair dans le Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2018-2022 (étendu à 2023), à savoir contribuer à réduire de 50 % toutes les causes de mortalité et de morbidité dans le pays par rapport aux niveaux de 2015. Plus précisément, l'objectif du Plan en matière de lutte antivectorielle est de protéger au moins 80 % de la population grâce à des interventions efficaces d'ici à 2023. Les objectifs liés aux MII sont les suivants :

- faire en sorte que 100 % des ménages disposent d'au moins une MII pour deux personnes ;
- faire en sorte que 95 % des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes dorment sous une MII<sup>9</sup>.

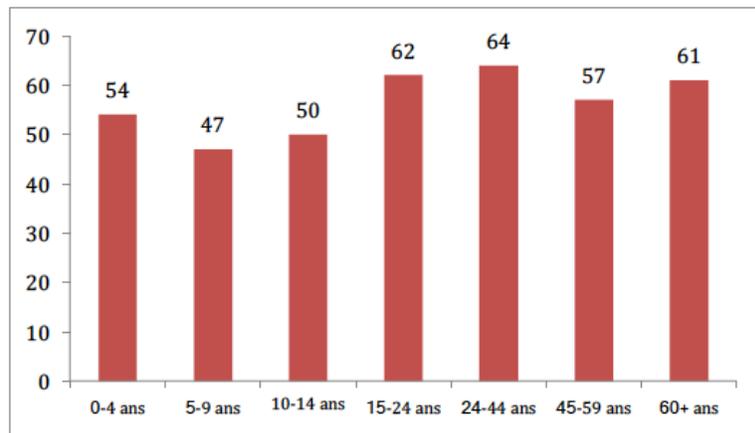
<sup>8</sup> République Centrafricaine, ministère de la Santé et de la population (2017). Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2018—2022 étendu à 2023.  
<sup>9</sup> Ibid.

Les résultats de l'Enquête nationale sur les indicateurs du paludisme réalisée en 2016 indiquent que 49 % des ménages disposent d'au moins une MII pour deux personnes, ce pourcentage passant à 64 % à Bangui et à 57 % dans les régions sanitaires 1, 2 et 3, qui ont mené une campagne de distribution massive de MII avant l'enquête. Le pourcentage de ménages disposant d'au moins une MII s'élève à 92 % à Bangui, à 86 % dans les régions sanitaires 1, 2 et 3, et à 47 % dans les régions sanitaires 4, 5 et 6. Comme le montre l'image 2 ci-dessous, l'utilisation de MII est la plus faible pour les enfants de cinq à neuf ans (47 %) et de dix à quatorze ans (50 %). L'utilisation de MII pour les enfants de moins de cinq ans est légèrement plus élevée (54 %). Au-delà de 15 ans, le pourcentage de personnes qui dorment sous une MII est plus élevé<sup>10</sup>.

L'analyse de l'Enquête par grappe à indicateurs multiples réalisée en 2010 a révélé que parmi les personnes qui disposent d'une MII en République centrafricaine, l'utilisation est, de manière générale, élevée dans tout le pays et pendant toute l'année, et assez égale entre les quintiles de richesse et les régions urbaines et rurales<sup>11</sup>.

Le PNLP s'emploie par ailleurs à étendre la gestion communautaire des cas de paludisme, de diarrhée, de pneumonie, de tuberculose et de VIH, avec le soutien de World Vision International, de l'Initiative Mentor, de Médecins sans Frontières et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Image 2 : utilisation des MII en République centrafricaine par âge  
Source : Enquête nationale sur les indicateurs du paludisme, République centrafricaine, mai 2016



## Le Covid-19 en République centrafricaine

Le premier cas de Covid-19 en République centrafricaine a été signalé le 14 mars 2020 à M'Baiki<sup>12</sup>. À la mi-décembre 2020, 4 936 cas et 63 décès avaient été recensés<sup>13</sup>. La pandémie a entraîné la fermeture des écoles de mars à octobre 2020, ainsi qu'une aggravation de la crise

<sup>10</sup> République Centrafricaine, ministère de la Santé et de la population (2017). Enquête nationale sur les indicateurs du paludisme—Mai 2016.

<sup>11</sup> PMI (2020). *ITN Access and Use Report* (Rapport sur l'accès aux MII et leur utilisation), République centrafricaine. Consulté le 2 décembre 2020, sur <https://breakthroughactionandresearch.org/resources/itn-use-and-access-report/car/>

<sup>12</sup> Alliance pour la prévention du paludisme (APP), Moyen J.M., (2020). *CAR ITN Campaign Situation Report* (Rapport de situation sur la campagne de distribution de MII en République centrafricaine), 2 novembre 2020.

<sup>13</sup> <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/central-african-republic/#:~:text=Central%20African%20Republic%20Coronavirus%3A%204%2C936%20Cases%20and%2063%20Deaths%20%2D%20Worldometer>

humanitaire. Certains établissements de santé reçoivent un soutien supplémentaire pour la lutte contre l'infection au Covid-19 et sa prévention, sous la forme notamment d'équipements de protection, de dispositifs pour le lavage des mains et de produits de nettoyage et de désinfection. Ce soutien est fourni par Concern Worldwide, avec un financement d'Irish Aid, et par le biais de deux nouveaux projets de l'UNICEF et du Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Toutefois, en raison de « graves pénuries des fournitures de base liées au Covid-19 », de nombreux établissements et membres du personnel de santé risquent de ne pas disposer de fournitures suffisantes pour prévenir le Covid-19 et effectuer des tests de dépistage au fur et à mesure que les besoins augmentent<sup>14</sup>.

La République centrafricaine a été l'un des premiers pays à rendre obligatoires les masques faciaux. Toutefois, la pénurie de masques sur les marchés locaux a rendu cette obligation difficile à mettre en œuvre. Pour y remédier, le ministère de la Santé a travaillé en collaboration avec la Banque mondiale pour lancer un programme national de travail contre rémunération, le projet LONDO<sup>15</sup>, dans le cadre duquel des tailleurs locaux ont été chargés de fabriquer deux masques par personne, soit jusqu'à dix millions de masques.

En République centrafricaine, le Covid-19 se propage maintenant au niveau des communautés, et les cas continuent d'augmenter. Depuis le premier cas de Covid-19 dans le pays, la fourniture des services de santé n'a pas été interrompue mais des restrictions ont été mises en place concernant le nombre de personnes autorisées dans les centres de santé. Au départ, la crainte du Covid-19 a également fait que certaines personnes renonçaient à se rendre dans un établissement de santé.

### **Distribution de MII en République centrafricaine**

Plus de 12,7 millions de MII ont été acheminées en République centrafricaine depuis 2004<sup>16</sup>. Les MII sont actuellement distribuées gratuitement en République centrafricaine par le biais de trois canaux principaux :

- des campagnes de distribution de MII ciblant les enfants de moins de cinq ans depuis 2005 ; et des campagnes universelles de distribution massive de MII depuis 2013 afin de fournir une MII pour deux personnes ;
- depuis 2015, les services de routine fournis dans les établissements de santé aux femmes enceintes lors de leur première consultation de soins prénataux et aux enfants de moins d'un an lors de la troisième dose du vaccin pentavalent<sup>17</sup> ;
- la distribution directe dans des lieux donnés et à des groupes spécifiques, comme les personnes déplacées vivant dans des camps, les réfugiés, les internats, les hôpitaux, les prisons, les Peuls et les Pygmées, les villages de pêcheurs et les casernes militaires<sup>18</sup>.

Le Plan stratégique national de lutte contre le paludisme comprend en outre des stratégies qui

---

<sup>14</sup> OCHA (2020). Rapport de situation en République centrafricaine, 30 novembre 2020.

<sup>15</sup> En sango, la langue nationale de la République centrafricaine, « londo » signifie « lutter ».

<sup>16</sup> APP, Projet de cartographique des moustiquaires, Rapport pour le troisième trimestre de 2020.

<sup>17</sup> Le vaccin pentavalent protège les enfants de cinq maladies (diphtérie, coqueluche, tétanos, hépatite B et Haemophilus influenzae type b (Hib)). Il est généralement administré à l'âge de 6, 10 et 14 semaines.

<sup>18</sup> République centrafricaine, ministère de la Santé et de la population (2017). Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2018—2022 étendu à 2023.

sont susceptibles d'être envisagées à l'avenir pour la distribution de MII, mais que le PNLP n'a pas encore mises en œuvre. Ces stratégies incluent la distribution de MII dans les écoles et au niveau communautaire<sup>19</sup>.

### **Atténuation des conséquences du Covid-19 et des autres défis en République centrafricaine afin de maintenir l'accès aux MII**

Malgré les défis liés au Covid-19, le PNLP mène de nombreuses initiatives pour atteindre l'objectif de lutte antivectorielle du Plan stratégique national de lutte contre le paludisme, ainsi que les objectifs liés à l'accès aux MII et à leur utilisation.

Entre janvier et juin 2020, le PNLP a distribué plus de MII aux femmes enceintes et aux enfants de moins d'un an que durant la même période en 2019. Entre janvier et juin 2020, il a notamment distribué 20 726 MII aux enfants de moins d'un an et 38 773 MII aux femmes enceintes par le biais des services de santé de routine. Cela représente une augmentation de respectivement 55 % et 49 % par rapport aux 13 392 MII distribuées aux enfants de moins d'un an et aux 26 058 MII distribuées aux femmes enceintes en République centrafricaine en 2019 avant la survenue du Covid-19. En outre, 127 975 MII ont été distribuées aux déplacés internes et aux survivants de catastrophes naturelles<sup>20</sup>. Le PNLP a accordé une attention accrue aux zones frontalières avec le Cameroun, telles que Bouar, Berberati et Gamboula, afin d'éviter les risques d'épidémie dans ces zones<sup>21</sup>. Il a en outre distribué plus de 916 000 MII en 2020 par le biais d'une campagne massive de porte-à-porte dans la région sanitaire 1 et cinq sous-préfectures de la région sanitaire 3<sup>22</sup>. À partir de 2021, dans le cadre de la nouvelle subvention du Fonds mondial, le PNLP prévoit d'acheter et de distribuer des moustiquaires imprégnées de pyréthrinoides et du synergiste PBO (butoxyde de pipéronyle) afin de contrer la résistance aux insecticides relevée dans cinq des sept régions du pays.

Bien que les chiffres indiqués ci-dessus fassent état de progrès importants dans la distribution de MII en République centrafricaine en 2020, il reste très difficile d'atteindre et de maintenir une couverture universelle dans l'ensemble du pays. Par exemple, bien que davantage de femmes enceintes et d'enfants de moins d'un an aient reçu des MII dans le cadre des services de routine en 2020, le nombre de MII distribuées couvre toujours moins de 30 % de ces populations vulnérables.

Le PNLP et World Vision International ont travaillé en collaboration avec l'équipe nationale de lutte contre le Covid-19 aux fins d'harmoniser les messages sur le paludisme avec les messages nationaux sur le Covid-19. Ils se sont ainsi employés conjointement à diffuser des messages visant à rassurer la population et à l'encourager à continuer de se rendre dans les établissements de santé pour les consultations et les traitements de routine – et ce pour toutes les maladies, y compris le paludisme. Cette approche a permis de mieux faire connaître les tests

---

<sup>19</sup> APP (2020). Notes d'entretien, discussion avec le PNLP de la République centrafricaine et World Vision International, 25 novembre 2020.

<sup>20</sup> World Vision International, courriel de Byicaza, O., 2 décembre 2020.

<sup>21</sup> APP (2020). Notes d'entretien, discussion avec le PNLP de la République centrafricaine et World Vision International, 25 novembre 2020.

<sup>22</sup> APP, Moyen J.M., (2020). *CAR ITN Campaign Situation Report* (Rapport de situation sur la campagne de distribution de MII en République centrafricaine), 2 novembre 2020.

de dépistage du Covid-19 disponibles et de maintenir la demande prévue concernant les tests de diagnostic rapide pour les cas suspects de paludisme dans les établissements de santé.

Pour continuer d'accroître et de maintenir l'accès aux MII et leur couverture conformément au Plan stratégique national de lutte contre le paludisme, le PNLP a continuellement cherché des solutions pour surmonter les défis liés au manque de fonds et à la capacité limitée du gouvernement d'apporter sa contribution compte tenu des priorités concurrentes et, plus récemment, du Covid-19.

En collaboration avec le Fonds mondial, le PNLP a élaboré un plan d'action relatif aux produits antipaludiques dans le contexte du Covid-19 afin de garantir le maintien de stocks suffisants pour tous les produits antipaludiques en cas de hausse de la demande en raison de l'évolution de la situation relative au Covid-19. Les acquisitions et les expéditions mondiales de MII en République centrafricaine se sont poursuivies sans interruption en 2020, avec une livraison de 500 000 MII en juillet. Le PNLP estime que les stocks actuels de MII seront suffisants pour couvrir les besoins des distributions de routine jusqu'en juin 2021.

L'un des défis les plus importants pour garantir l'accès aux MII est le manque de financement spécifique pour transporter les MII depuis la capitale des sept régions sanitaires vers les établissements de santé. La subvention actuelle du Fonds mondial en République centrafricaine s'inscrivant dans la continuité de la précédente subvention, elle suit le modèle de celle-ci, qui ne tenait pas compte de la distribution continue et des coûts liés au transport des MII vers les établissements de santé afin de les distribuer dans le cadre des services de vaccination et de soins prénataux de routine. Dans la nouvelle demande déposée auprès du Fonds mondial, dont le financement devrait débuter en 2021, le PNLP a inclus un budget pour le transport des MII vers les établissements de santé, afin de garantir un approvisionnement en MII continu pour les groupes les plus vulnérables.

Pour surmonter les défis liés au transport des MII, ainsi que les problèmes de sécurité et d'accès susmentionnés, le PNLP s'appuie sur un réseau vaste et diversifié de partenaires humanitaires et sanitaires aux fins de garantir le transport et la disponibilité de MII dans les établissements de santé, en particulier dans les régions difficiles d'accès. Le tableau 1 ci-dessous présente une liste partielle des partenaires qui soutiennent la distribution de MII en République centrafricaine.

*Tableau 1 : partenaires soutenant la distribution de MII en République centrafricaine*

<b>Partenaire</b>	<b>Distribution de MII</b>
Société de la Croix-Rouge centrafricaine	Dans les régions sanitaires 1, 2 et 3
Conseils danois et norvégien pour les réfugiés	Aux personnes déplacées
Organisation internationale pour les migrations	Dans la sous-préfecture de Kabo
Initiative Mentor	Dans la région sanitaire 3
Ministère des Affaires sociales	Dans la sous-préfecture de Yaloké
Médecins Sans Frontières	Dans les sous-préfectures de Bakassa, Bakouma, Batangafo, Bocaranga, Bossangoa, Bria, Carnot, Dekoa, Kabo, Markounda, Nana Boguila et Ndélé
Plan International	Dans la région sanitaire 2
Mécanisme d'intervention	Dans les zones d'urgence des régions sanitaires 4, 5 et 6

rapide	
World Vision International	En tant que bénéficiaire principal du Fonds mondial

Le PNLP a également coordonné, avec les équipes de santé régionales et de district du ministère de la Santé et de la population, le transport de MII vers les établissements de santé dans des véhicules utilisés pour les visites de supervision et d'autres activités. Ce système est le plus efficace pour les établissements de santé situés à Bangui ou dans les alentours, mais il est plus problématique dans les zones plus éloignées de la capitale, où la charge du paludisme est plus élevée et l'accès aux établissements de santé moindre.

Si le PNLP est parvenu à maintenir la distribution de MII en 2020, l'amélioration de l'efficacité et de la fiabilité du système constituera une priorité dans le cadre de la nouvelle subvention du Fonds mondial, qui prendra effet en 2021.